

Alençon

FINANCES PUBLIQUES. « Un tour de passe-passe »

« On peut toujours se féliciter de l'arrivée d'un nouveau service public dans une ville.....

Le maire d'Alençon, et le DDFIP de l'Orne ne s'en privent pas !

Mais on oublie vite !

Combien de postes supprimés à Alençon ces dernières années ? Sans parler du « Nouveau Réseau de Proximité » (N.R.P) qui prévoit la disparition des Service Impôt des Entreprises, des emplois fléchés impôt foncier, de la Trésorerie d'Alençon, du paysage alençonnais d'ici 2022 !

L'intersyndicale dénonce ce tour de passe-passe au moment où la mise en place du « Nouveau réseau de Proximité » va dépouiller Alençon d'une partie de ses missions et réduire drastiquement l'accueil des usagers !

On peut légitimement s'interroger sur la nécessité de poursuivre la mise en place de ce N.R.P.

Quel intérêt à délocaliser des agents, et leur famille, intégrés dans le tissu économique et social de leur commune (et le cas échéant ayant leurs enfants scolarisés, le travail du conjoint, etc.) pour relocaliser par la suite des agents de Bercy ? Quel intérêt, dans les années qui viennent, de tenter de « démétropoliser » et de convaincre des personnels à venir dans des communes qu'on a initialement « déshabillées » ? Il y a là comme un « en même temps » qui n'a pas lieu d'être.

Comment croire que l'arrivée de cette nouvelle structure depuis Paris participera à une véritable réimplantation de services publics ?

Gérald Darmanin affirme que cette démétropolisation « s'inscrit dans l'objectif fixé par le Président de la République et le Premier ministre de rapprocher les administrations de nos concitoyens ».

Pour l'intersyndicale de l'Orne, tel n'est pas le cas.

La délocalisation (et non la création !) d'un service parisien à Alençon, ne pourra pas compenser les pertes subies en matière de services rendus aux usagers (usagers, professionnels, collectivités...) suite à la fermeture des services des impôts des entreprises et de la trésorerie d'Alençon.

Vraiment, plus personne ne comprend la justification de cette nouvelle organisation territoriale des Finances Publiques. Tout ceci est un non-sens, à l'image des réformes menées par Macron et son équipe en matière de service public.

Ce qui est bien compris en revanche, ce sont les effets d'annonce en pleine campagne des élections municipales ! ».

L'Intersyndicale de l'Orne Solidaires, FO, CFDT, CGT
des Finances Publiques